

ACTUALITÉ LOCALE



La dépollution du site de Fibre Excellence est estimée à 500 millions d'euros minimum par la CGT. Bien moins que le coût d'une reprise du site donc. PHOTO ARCHIVES M.S

Alerte au risque industriel sur le site Fibre Excellence

TARASCON

Alors qu'une société de gestion des déchets doit opérer sur le site Fibre Excellence à Tarascon, dès ce mercredi, ses salariés s'inquiètent de risques industriels à venir sur l'usine classée Seveso. La CGT tire la sonnette d'alarme sur le respect des procédures de sécurité.

On relève de la mise en danger ! Si des produits chimiques se déversent dans le Rhône, ça va être une catastrophe environnementale. » Les mots de Jean-Michel Bulinge, délégué syndical CGT de l'usine de pâte à papier tarasconnaise Fibre Excellence sont forts mais l'inquiétude est bien réelle. Si le site a été liquidé judiciairement à la fin juillet, les installations classées Seveso trônent toujours au-dessus du Rhône et ce sont les salariés qui assurent surveillance et sécurité de leur ex-outil de travail. Mais plus pour longtemps : « Une société spécialisée dans le traitement des déchets industriels doit

arriver sur le site ce mercredi et les salariés doivent définitivement le quitter, vendredi ». Sur le papier, la nouvelle pourrait paraître rassurante, mais c'est tout le contraire pour ceux qui officiaient sur le site. « En trois jours, comment va-t-elle faire pour maintenir l'état des installations, garantir la sécurité du site et éviter des fuites de produits chimiques ? », questionne le délégué syndical. Il prend un exemple concret de danger potentiel : « On a une station de puisage d'eau dans le Rhône, notre station d'épuration en re-crache dans le Rhône après traitement... S'il n'y a pas une surveillance de tous les instants, il y a un risque que des produits chimiques passent ». Avec des effets qui pourraient être dévastateurs sur la faune et la flore environnante.

6 000 m3 de produits chimiques sur l'usine

L'alerte est telle qu'elle est reprise par la CGT à un niveau confédéral. La centrale syndicale de Montreuil tire aussi « la sonnette d'alarme » dans une communication pour le moins inquiétante : « Gérer des déchets ne signifie pas savoir conduire et sécuriser une papeterie de plusieurs dizaines d'hectares ».

Avant de développer : « Protection incendie, installations électriques, équipements contenant de l'amiante, milliers de mètres cubes de produits chimiques : la sécurité industrielle ne s'improvise pas et ne peut pas être transférée en quarante-huit heures ! ».

« La Préfecture doit prendre conscience de la situation »

Jean-Michel Bulinge, CGT

Sur le terrain, Jean-Michel Bulinge confirme : « Il y a des postes de conduite qui nécessitent un an d'expérience pour savoir exercer correctement. Mais là, à moins d'une semaine du départ du site, rien n'est calé ni calculé ! ». Le syndicaliste s'appuie aussi sur la manière dont la transition post-liquidation s'est réalisée comme source d'inquiétude pour l'avenir : « Lors de la liquidation, on nous assurait que les salariés quitteraient le site le jour même, mais finalement ils nous ont demandé de prendre les postes de

travail pour assurer la sécurité des installations ! ». Concrètement, il n'y aurait aucun contact entre le syndicat, pourtant cheville ouvrière de la sécurité sur le site, et ladite société de gestion de déchets. « Il n'y en a pas non plus avec la direction », assure Jean-Michel Bulinge.

Une situation lunaire lorsqu'on sait que 6 000 m3 de produits chimiques divers et variés sont toujours sur l'usine, de même que la bagatelle de 17 000 tonnes de bois. « Si demain les salariés n'assurent pas le pompage de l'eau, il n'y aura tout simplement plus d'eau sur site. Avec tout ce que ça implique pour une intervention des pompiers par exemple », prend pour autre exemple le syndicaliste. D'où l'appel de la CGT à une réaction des pouvoirs publics : « Le mandataire judiciaire et la Préfecture doivent prendre conscience de la situation ».

Et surtout à ce qu'un chemin pour donner un avenir industriel à l'usine soit trouvé alors que les offres de reprise pour son usine sœur de Saint-Gaudens, rescapée de la liquidation, doivent être déposées devant le tribunal de commerce de Toulouse, ce lundi. Amaury Baqué

RÉGION

Vigilance jaune face aux orages

Météo France a placé l'ensemble des départements de la région en vigilance jaune en soirée ce lundi, face aux orages annoncés, ainsi que pour les phénomènes de pluie-inondation dans les Bouches-du-Rhône et le Vaucluse. « Un épisode pluvio-orageux actif est attendu lundi en soirée », indique le météorologue, avec sous les cellules orageuses « des phénomènes locaux et temporaires tels que de la grêle, des fortes rafales autour de 90 km/h, des intensités de pluie fortes autour de 60mm en une heure et possiblement ponctuellement des phénomènes tourbillonnaires ». Si les incertitudes persistent sur la sévérité et l'étendue géographique de l'événement, Météo France n'exclut pas de faire basculer la vigilance vers le niveau orange pour les orages, et invite à se tenir informé des possibles évolutions.

MARTIGUES

Interdiction de baignade en mer prolongée

Suite aux prélèvements réalisés ce dimanche sur les plages du Verdon et de Sainte-Croix, les plages de la zone de baignade mer sont interdites à la baignade jusqu'à 11h ce lundi, « en raison de qualité des eaux non satisfaisante », indique la municipalité. Les analyses en effet indiquent un dépassement des seuils bactériologiques. « Un suivi renforcé de la qualité bactériologique des eaux est en cours afin d'évaluer la situation sanitaire et d'autoriser la réouverture dès que les conditions le permettront », précise la Ville.

MARSEILLE

Emmaüs solidaires des étudiants

Du côté de Saint-Marcel au 46 boulevard de la Cartonnerie (11^e), les grandes promos pour les étudiants ont démarré et se poursuivent jusqu'au 26 septembre. Elles concernent le textile, une sélection de meubles, les livres, et la vaisselle. Du côté de La Pointe-Rouge au 110, Traverse Parangon (8^e), les ventes des fournitures scolaires au prix unique de 0,50 euro l'article ont aussi commencé suite à une forte demande.